

RCS : METZ Code greffe : 5751

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de METZ atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2010 B 00163 Numéro SIREN : 501 447 288 Nom ou dénomination : ALDI ENNERY

Ce dépôt a été enregistré le 13/07/2020 sous le numéro de dépôt 3489

Duplicata
GREFFE DU
TRIBUNAL JUDICIAIRE
DE METZ

Registre du Commerce et des Sociétés
31 rue du Cambout - CS 20223 - 57000 METZ
Ouvert au public de 8h30 à 11h45
tél 03.87.36.60.98 de 14h à 16h sauf mercredi

RECEPISSE DE DEPOT

ARTHENA
43 rue de courcelles
75008 PARIS

V/REF :
N/REF : 2010 B 163 / 2020-B-3489

Le greffier du tribunal judiciaire de Metz certifie qu'il a reçu le 07/07/2020,

les documents comptables prévus aux articles L 232-21 et suivants du code de commerce, de l'exercice clos le 31/12/2019.

Décision(s) de l'associé unique en date du 30/06/2020

Rapport du commissaire aux comptes en date du 29/05/2020

Concernant la société

ALDI ENNERY
Société à responsabilité limitée à associé unique
rue Georges Claude
Zone eurotransit Garolor
57365 Ennery

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2020-B-3489 le 13/07/2020

R.C.S. METZ TJ 501 447 288 (2010 B 163)

Fait à METZ le 13/07/2020,

LE GREFFIER



ALDI ENNERY S.A.R.L.

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019



Paris, le 29 mai 2020

A l'Associé unique

ALDI ENNERY
Société à responsabilité limitée
Ennery

Monsieur,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'Associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ALDI ENNERY S.A.R.L. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Gérant le 29 mai 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

▪ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les notes de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des opérations concernant les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles et les stocks.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié d'une part, le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe, et d'autre part, nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Nous avons également procédé à l'appréciation des approches retenues par la société décrites dans l'annexe concernant la détermination des dépréciations et des provisions, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Gérant arrêté le 29 mai 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Gérant.

Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes
Compagnie Fiduciaire Franco-Allemande
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

représenté par



Andreas Johst
Associé



Yann Goineau
Associé

Annexes

Les comptes annuels sont numérotés de la page C1 à la page C17

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions,brevets et droits similaires	43 554	10 116	33 438	5 439
Fonds commercial	7 812 000	4 268 102	3 543 898	3 260 290
Autres immobilisations incorporelles				
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	7 855 554	4 278 218	3 577 336	3 265 729
Terrains				
Constructions	7 271 231	4 014 414	3 256 818	2 894 739
Installations techniques, matériel	5 717 761	4 635 516	1 082 245	709 759
Autres immobilisations corporelles	24 045 280	15 131 766	8 913 514	5 088 831
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles	37 034 272	23 781 696	13 252 576	8 693 329
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	4 667		4 667	4 667
TOTAL immobilisations financières	4 667		4 667	4 667
Total Actif Immobilisé (II)	44 894 493	28 059 914	16 834 579	11 963 724
Matières premières, approvisionnements	250 237		250 237	285 839
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	15 803 973	543 817	15 260 157	14 516 901
TOTAL Stock	16 054 210	543 817	15 510 393	14 802 740
Avances et acomptes versés sur commandes	3 249		3 249	
Clients et comptes rattachés	307 492	121 037	186 454	152 100
Autres créances	3 130 340		3 130 340	7 464 355
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	3 437 832	121 037	3 316 795	7 616 455
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres:)				
Disponibilités	595 608		595 608	496 013
TOTAL Disponibilités	595 608		595 608	496 013
Charges constatées d'avance	576 002		576 002	361 744
TOTAL Actif circulant (III)	20 666 900	664 854	20 002 047	23 276 951
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (V)				
Total Général (I à VI)	65 561 393	28 724 768	36 836 625	35 240 676

Bilan passif

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé :14 000 000,00)	14 000 000	14 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	6 725	6 725
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)		
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)		
TOTAL Réserves		
Report à nouveau	-1 059 096	-710 099
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-9 681 426	-4 848 997
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	48 347	59 939
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	3 314 551	8 507 569
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	989 395	813 386
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	989 395	813 386
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	483 515	2 095 452
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)	464 150	444 084
TOTAL Dettes financières	947 665	2 539 536
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 823 191	19 177 739
Dettes fiscales et sociales	4 259 140	4 127 321
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	210 712	75 005
Autres dettes	8 291 972	120
TOTAL Dettes d'exploitation	31 585 015	23 380 185
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (IV)	32 532 680	25 919 721
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	36 836 625	35 240 676

Compte de résultat

Compte de résultat		Exercice N			Exercice N-1
		France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises		183 562 821		183 562 821	187 374 387
Production vendue biens		82 089		82 089	123 085
Production vendue services		507 211		507 211	452 123
Chiffres d'affaires nets		184 152 121		184 152 121	187 949 596
Production stockée					
Production immobilisée					
Subventions d'exploitation					
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges				978 191	1 030 240
Autres produits				492 165	257 809
Total des produits d'exploitation (I)				185 622 477	189 237 644
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				141 624 207	143 821 568
Variation de stock (marchandises)				-1 138 573	-967 278
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				621 860	665 963
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				17 614	54 986
Autres achats et charges externes				26 653 087	23 919 496
Impôts, taxes et versements assimilés				1 918 156	2 154 243
Salaires et traitements				14 583 901	14 784 146
Charges sociales				4 725 353	4 649 749
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements		2 484 750	2 121 238
		Dotations aux provisions		16 392	98 121
		Sur actif circulant : dotations aux provisions		563 380	156 476
		Pour risques et charges : dotations aux provisions		822 345	708 986
Autres charges				2 172 921	1 542 714
Total des charges d'exploitation (II)				195 065 393	193 710 408
RÉSULTAT D'EXPLOITATION				-9 442 915	-4 472 764
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)					
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)					
Produits financiers de participations					
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé					
Autres intérêts et produits assimilés				31 196	20 650
Reprises sur provisions et transferts de charges					
Différences positives de change					
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					
Total des produits financiers (V)				31 196	20 650
Dotations financières aux amortissements et provisions					
Intérêts et charges assimilées				26 072	25 829
Différences négatives de change					
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					
Total des charges financières (VI)				26 072	25 829
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)				5 125	-5 179
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)				-9 437 791	-4 477 943

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	88 273	454 537
Produits exceptionnels sur opérations en capital	48 964	66 285
Reprises sur provisions et transferts de charges	76 283	31 069
Total des produits exceptionnels (VII)	213 520	551 891
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 691	350 560
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	135 703	76 996
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	319 761	495 389
Total des charges exceptionnelles (VIII)	457 155	922 945
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	-243 635	-371 054
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	185 867 194	189 810 185
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	195 548 619	194 659 182
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	-9 681 426	-4 848 997

ALDI ENNERY Sarl
Rue Georges Claude
Zone Eurotransit Garolor
57365 ENNERY

INFORMATIONS GENERALES

Cette annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes de l'exercice couvrent la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2019 et ont été arrêtés par le gérant de la société le 29 Mai 2020.

L'activité de la société est l'exploitation de magasins de distribution de type «supermarché».

Les états financiers de la société sont consolidés dans les états financiers d'ALDI SARL, 13 rue Clément Ader, 77230 Dammartin en Goële.

EVENEMENTS MAJEURS DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice, la société ALDI ENNERY SARL n'a ouvert aucun magasin et fermé 2 magasins, pour un total de 56 magasins exploités au 31 décembre 2019. En outre :

- 2 magasins ont fait l'objet d'une reconstruction
- 1 magasin a fait l'objet d'un agrandissement

Une augmentation de capital a été effectuée le 28 Juin 2019 pour un montant de 4 500 000 €, ce qui porte le capital à 18 500 000 €, parallèlement, une réduction de capital de 4 500 000 € a été réalisée le même jour afin d'amortir partiellement le montant de la perte nette inscrit dans les comptes au 31/12/2018, ce qui a réduit le capital social à 14 000 000 €.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

L'épidémie de COVID 19 génère depuis le début de l'année 2020 une crise sanitaire mondiale. Cette crise a conduit les autorités françaises à déclarer l'état d'urgence sanitaire en mars 2020, afin de limiter la propagation de l'épidémie. Cet état d'urgence sanitaire s'est notamment traduit par la mise en place d'un confinement généralisé, qui a débuté le 17 mars 2020 pour prendre fin le 11 mai 2020.

Dans ce contexte, la société a malgré tout pu maintenir son activité, puisque les supermarchés ont été autorisés à poursuivre leur exploitation durant le confinement.

Ainsi, les magasins sont restés ouverts pendant cette période. Dès mi-mars, les dispositifs de sécurisation des espaces de travail et des surfaces de vente ont été mis en place et ont permis d'accueillir nos clients et nos salariés dans les meilleures conditions possibles. Plusieurs phases se sont succédées, compte tenu de l'évolution des mesures de confinement et de déconfinement annoncées par la gouvernement.

Au regard du caractère non prévisible de l'évolution du COVID au cours des prochains mois, l'impact sur les comptes 2020 est encore difficile à appréhender. Néanmoins, les dispositifs de sécurisation mis en place ont engendré des coûts supplémentaires non prévus.

1. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

1.1 Rappel des principes

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles édictées par le règlement ANC 2014-03 relatif au Plan Comptable Général et aux dispositions du Code de Commerce relatives à l'établissement des comptes annuels (art. L 123-12 à L 123-24 et R123-172 à R 123-199-1).

1.2 Changement de méthode

Aucun changement de méthode n'a été effectué sur l'exercice.

1.3 Changement de présentation

Aucun changement de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

1.4 Dérogations aux principes généraux

L'établissement des états financiers n'a donné lieu à aucune dérogation à l'application des principes comptables.

1.5 Méthodes d'évaluation appliquées aux postes du bilan et du compte de résultat

1.5.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond au coût d'acquisition des biens qui englobe le prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement ainsi que tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction. Les coûts d'emprunt pour financer l'acquisition ou la production d'un actif immobilisé éligible sont comptabilisés en charges.

Les immobilisations incorporelles et corporelles, autres que les fonds de commerce et les terrains, sont amorties linéairement sur les durées d'utilisation suivantes :

Nature	Durée (ans)
Logiciels	3 à 10
Constructions	10 à 20
Installations générales et agencements	5 à 10
Matériel d'entrepôt et de magasin	5 à 10
Matériel de transport VL	4 à 5
Matériel de transport PL	8 et 12
Matériel de bureau	4 à 10
Mobilier de bureau	10
Mobilier de magasin	10

Lors de la clôture des comptes annuels, les éléments constitutifs du poste fonds commercial font l'objet d'un examen attentif quant à leur valorisation, leur origine et leur durée d'utilisation.

Aucun des éléments constitutifs du poste « Fonds commercial » n'a été identifié comme ayant une durée d'utilisation limitée. Par conséquent, un test de dépréciation est effectué à la fin de chaque exercice afin de déterminer leur valeur actuelle.

Pour les fonds de commerce rattachés à l'exploitation des magasins, ce test de dépréciation se fonde sur les prévisions de cash-flows générés par chaque point de vente, ainsi que sur des paramètres financiers cohérents avec l'activité de l'entreprise et son secteur d'activité (taux de rentabilité attendue, évolution du chiffre d'affaires et de la marge, etc.). Si la valeur actuelle devient inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée, qui ne pourra être reprise qu'en cas de sortie de l'actif concerné.

1.5.2 Créances et dettes

Les créances sont inscrites à leur valeur nominale et les dettes à leur valeur de remboursement.

Les créances font, le cas échéant, l'objet d'une dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement attendues d'après les informations connues à la clôture de l'exercice.

1.5.3 Stocks

Les stocks sont évalués en utilisant la méthode du prix de détail, c'est-à-dire que le coût des stocks est déterminé en déduisant de la valeur de vente des stocks le pourcentage approprié de marge brute et de frais de commercialisation.

Une dépréciation des stocks est constituée lorsque la valeur probable de réalisation (par exemples les articles soldés) est inférieure au coût déterminé d'après la méthode du prix de détail.

1.5.4 Provisions

Une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise, si une obligation existe à la date de clôture et s'il est probable ou certain, à la date d'établissement des comptes, qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de ceux-ci après la date de clôture.

Conformément aux méthodes retenues par le groupe ALDI, les engagements pour indemnités de fin de carrière sont mentionnés en engagements hors bilan.

2. NOTES SUR LE BILAN

2.1 Actif immobilisé

2.1.1 Valeurs brutes

Les mouvements des valeurs brutes sont présentés dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

2.1.2 Amortissements et dépréciations

Les mouvements des amortissements et des dépréciations sont présentés dans deux tableaux figurant à la fin de cette annexe.

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

4/9

2.1.3 Fonds de commerce

Le poste « Fonds commercial », dont la valeur nette comptable s'élève à 3 543 898 euros, se décompose de la manière suivante :

	Val brute K€	Dépré. K€	VNC K€
Droit au bail			
Fonds de commerce acquis	450	150	300
Fonds de commerce reçus en apport à la valeur réelle			
Fonds de commerce reçus en apport à la VNC	7 362	4 118	3 244
Total	7 812	4 268	3 544

2.2 Actif circulant

2.2.1 Stocks

Les stocks bruts se décomposent comme suit

	31 décembre N K€	31 décembre N-1 K€
Marchandises	15 804	14 665
Combustible	15	33
Emballages	101	140
Fournitures consommables	134	113
Total	16 054	14 951

Une dépréciation du stock de marchandises à hauteur de 544 K€ a été constatée au 31 décembre 2019.

2.2.2 Créances

La décomposition des créances ainsi que la ventilation en fonction de leur échéance sont présentées dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

2.3 Charges constatées d'avance

	31 décembre N K€
Loyers magasins	410
Autres	166
Total	576

2.4 Produits à recevoir

	31 décembre N K€
Factures à établir	33
Fournisseurs – avoirs à recevoir	1 882
Personnel – produits à recevoir	
Organismes sociaux – produits à recevoir	
Etat – produits à recevoir	66
Divers – produits à recevoir	13
Total	1 994

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

5/9

2.5 Capitaux propres

2.5.1 Capital social

Le capital social, d'un montant de 14 000 000 euros, est composé de 70 000 parts d'une valeur nominale de 200 euros chacune, toutes de même rang et entièrement libérées.

2.5.2 Variation des capitaux propres

	K€
Capitaux propres au 31 décembre N-1	8508
Variation des provisions réglementées	-12
Dividendes versés	
Augmentation / réduction du capital social	4 500
Résultat de l'exercice	-9 681
Capitaux propres au 31 décembre N	3 315

Les provisions réglementées concernent des amortissements dérogatoires. Ceux-ci comprennent l'écart éventuellement constaté entre l'amortissement selon les durées d'utilisation pratiquées par la société et l'amortissement selon les durées d'usage en application des règles fiscales, ainsi que la différence entre le mode linéaire pratiqué par la société et le mode dégressif fiscal.

2.6 Provisions

La variation des provisions est présentée dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

Les reprises de l'exercice d'un montant de 646 K€ comprennent des montants utilisés au cours de l'exercice pour 596 K€ et des montants non utilisés repris au cours de l'exercice qui s'élèvent à 50 K€.

2.7 Dettes

La décomposition des dettes ainsi que la ventilation en fonction de leur échéance sont présentées dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

2.8 Charges à payer

	31 décembre N K€
Intérêts courus à payer	274
Factures non parvenues	11 026
Personnel – charges à payer	1 607
Organismes sociaux – charges à payer	528
Etat – charges à payer	1 192
Total	14 627

2.9 Produits constatés d'avance

Néant

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

6/9

3. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**3.1** Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires hors taxes se répartit comme suit :

	31 décembre N K€	31 décembre N-1 K€
Ventes de marchandises	183 563	187 374
Refacturations diverses - biens	82	123
Refacturations diverses - services	507	452
Total	184 152	187 949

3.2 Résultat financier

	K€
Produits financiers	31
Escomptes reçus	30
Produits d'intérêts financiers	1
Autres produits financiers	
Charges financières	-26
Charges d'intérêts financiers	-26
Autres charges financières	
Résultat financier	5

3.3 Résultat exceptionnel

	K€
Produits exceptionnels	214
Sur opération de gestion	88
Reprises sur amortissements dérogatoires	19
Autres reprises de provisions et dépréciations exceptionnelles	58
Produits de cessions d'immobilisations	49
Produits exceptionnels divers	
Charges exceptionnelles	-457
Sur opération de gestion	-2
Valeur nette comptable des immobilisations sorties	-177
Dotations aux amortissements dérogatoires	-7
Autres dotations aux provisions et dépréciations exceptionnelles	-207
Charges exceptionnelles diverses	-64
Résultat exceptionnel	-244

3.4 Impôt sur les sociétés

La société fait partie du périmètre d'intégration fiscale de la société Aldi SARL.

Le résultat fiscal de la société est déterminé comme si elle n'était pas intégrée fiscalement. De ce fait, elle verse à la société intégrante les acomptes, le solde d'impôt sur les sociétés et les contributions additionnelles comme si elle n'appartenait pas à ce périmètre d'intégration fiscale.

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

7/9

Il s'en suit notamment que le déficit fiscal subi au cours d'un exercice est reportable dans les conditions de droit commun et viendra s'imputer sur le bénéfice fiscal dégagé au cours des exercices futurs.

3.4.1 Répartition de l'impôt entre le résultat courant et exceptionnel

Néant

3.4.2 Décalages d'impôt

	Base d'IS K€	IS (28%) K€
Provisions à réintégrer ultérieurement :		
Amortissements dérogatoires	48	13
Charges non déductibles temporairement :		
Organic	-262	-73
Tascom	-445	-125
Total	-659	-185

3.5 Transferts de charges

	K€
Transfert de charges de personnel	109
Transfert de charges assurances / magasins	16
Total	125

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

8/9

4. AUTRES INFORMATIONS**4.1** Effectif moyen

	Personnel salarié
Ingénieurs et cadres	81.76
Agents de maîtrise	87.32
Employés	323.72
Total	492.80

4.2 Engagements hors bilan**4.2.1** Engagement en matière d'indemnités de fin de carrière

	K€
Cadres	994
Non cadres	885
Total droits cumulés	1 879

Les engagements d'indemnités de fin de carrière ont été calculés selon la méthode rétrospective des unités de crédits projetées, conformément à la norme FAS 87, avec l'hypothèse d'un départ volontaire à la retraite à 65 ans, en tenant compte d'un taux d'inflation de 1,84 % et d'un taux d'actualisation de 0,43 %, la convention collective nationale de référence étant celle du commerce à prédominance alimentaire (n° 3305).

4.2.2 Engagements de crédit-bail

Néant

4.2.3 Autres engagements

Engagements reçus	
Cautions bancaires reçues	
) 09 SCI Scarpone	35
) 34 SCI Le Chevron	30
) 35 SCI Les Dominicains	32
) 87 Sté Investissement Claude	31
) 102 SCI Saules	27
) 34 SCI IJH	27
) 55 Sté Les Arches Métropole	41
) 35 Sté Lorrinvest	32
Total	255

4.3 Rémunération des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas indiquée. Elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

4.4 Transactions avec des parties liées

La société étant détenue en totalité par le groupe Aldi, elle est par conséquent dispensée de fournir une information concernant les transactions avec les parties liées visées à l'article 833-16 du Plan comptable général.

Immobilisations

Cadre A		IMMOBILISATIONS		Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
					Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établissement et de développement (I)						
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)				7 578 795		329 759
Terrains		Dont composants				
Constructions	Sur sol propre					
	Sur sol d'autrui			6 100 550		969 501
	Inst. gales, agenc. et am. des constructions			322 397		
Installations techniques, matériel et outillage industriels				5 171 793		649 685
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers			16 413 355		5 062 712
	Matériel de transport			1 199 860		127 000
	Matériel de bureau et mobilier informatique			1 640 576		506 871
	Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL (III)				30 848 530		7 315 769
Participations évaluées par mise en équivalence						
Autres participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières				4 667		
TOTAL (IV)				4 667		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)				38 431 992		7 645 528
Cadre B	IMMOBILISATIONS		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession	Valeur d'origine		
Frais d'établissement et de développement (I)						
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)				53 000	7 855 554	
Terrains						
Constructions	Sur sol propre					
	Sur sol d'autrui			121 217	6 948 834	
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions				322 397	
Installations techniques, matériel et outillage industriels				103 716	5 717 761	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers			368 618	21 107 450	
	Matériel de transport			496 042	830 818	
	Matériel de bureau et mobilier informatique			40 435	2 107 012	
	Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL (III)				1 130 028	37 034 272	
Participations évaluées par mise en équivalence						
Autres participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières					4 667	
TOTAL (IV)					4 667	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)				1 183 028	44 894 493	

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'établissement et de développement (I)							
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		158 357	1 760		160 116		
Terrains							
Constructions	Sur sol propre						
	Sur sol d'autrui	3 164 669	400 504	69 406	3 495 767		
	Installations générales, agencements	305 961	5 596		311 557		
Installations techniques, matériels et outillages		4 462 033	270 918	97 435	4 635 516		
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements divers	11 672 897	1 641 077	321 151	12 992 823		
	Matériel de transport	1 030 976	72 945	477 580	626 341		
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	1 461 087	91 949	40 435	1 512 601		
	Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		22 097 623	2 482 990	1 006 007	23 574 606		
TOTAL GENERAL (I + II + III)		22 255 980	2 484 750	1 006 007	23 734 723		
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentie l de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab.							
Autres							
Terrains							
Constructions :							
sol propre							
sol autrui							
install.							
Autres immobilisations :							
Inst. techn.							
Inst gén.							
M.Transport	7 112			18 704			-11 592
Mat bureau							
Emball.							
CORPO.	7 112			18 704			-11 592
Acquis. de titres							
TOTAL	7 112			18 704			-11 592
Cadre C		Charges réparties sur plusieurs exercices		Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Provisions

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	59 939	7 112	18 704	48 347
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)	59 939	7 112	18 704	48 347
Provisions pour litige	218 300	217 716	79 250	356 766
Provisions pour garantie				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	595 086	604 628	567 086	632 628
TOTAL (II)	813 386	822 345	646 336	989 395
Provisions sur immobilisations incorporelles	4 154 710	16 392	53 000	4 118 102
Provisions sur immobilisations corporelles	57 578	207 089	57 578	207 089
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immos financières				
Provisions sur stocks	148 500	543 817	148 500	543 817
Provisions sur comptes clients	104 391	19 563	2 917	121 037
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL (III)	4 465 179	786 861	261 995	4 990 045
TOTAL GENERAL (I + II + III)	5 338 504	1 616 318	927 036	6 027 787
Dont dotations et reprises d'exploitation		1 402 116	850 753	
Dont dotations et reprises financières				
Dont dotations et reprises exceptionnelles		214 202	76 283	
dépréciations des titres mis en équivalence				

Créances et dettes

Cadre A		Etat des créances		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations						
Prêts						
Autres immobilisations financières				4 667		4 667
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE				4 667		4 667
Clients douteux ou litigieux				139 534	139 534	
Autres créances clients				167 957	167 957	
Créances représentatives de titres prêtés		Prov pour dép ant constitués.				
Personnel et comptes rattachés				8 216	8 216	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux						
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices					
	Taxe sur la valeur ajoutée			261 937	261 937	
	Autres impôts					
	Etat - divers			66 328	66 328	
Groupes et associés				785 878	785 878	
Débiteurs divers				2 007 982	2 007 982	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT				3 437 832	3 437 832	
Charges constatées d'avance				576 002	573 731	2 271
TOTAL DES CREANCES				4 018 500	4 011 563	6 937
Prêts accordés en cours d'exercice						
Remboursements obtenus en cours d'exercice						
Prêts et avances consentis aux associés						
Cadre B	Etat des dettes		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles						
Autres emprunts obligataires						
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine			483 515	483 515		
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine						
Emprunts et dettes financières divers			464 150	458 411	5 739	
Fournisseurs et comptes rattachés			18 823 191	18 823 191		
Personnel et comptes rattachés			1 607 404	1 607 404		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			1 302 083	1 302 083		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices		97 521	97 521		
	Taxe sur la valeur ajoutée		40 182	40 182		
	Obligations cautionnées					
	Autres impôts		1 211 951	1 211 951		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			210 712	210 712		
Groupes et associés			8 291 778	8 291 778		
Autres dettes			194	194		
Dette représentative de titres empruntés						
Produits constatés d'avance						
TOTAL DES DETTES			32 532 680	32 526 941	5 739	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice						

ALDI ENNERY
Société à Responsabilité Limitée au capital de 14.000.000 d'euros
Siège Social : Rue Georges Claude
Zone Eurotransit Garolor
57365 Ennery
501 447 288 RCS Metz

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 30 JUIN 2020

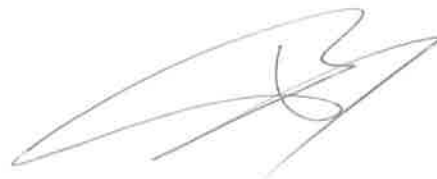
AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

DEUXIEME DECISION

L'associé unique approuve la proposition de la gérance et après avoir constaté que les comptes de l'exercice font apparaître une perte nette comptable de 9.681.426 euros, décide de l'affecter en totalité au compte « Report à Nouveau » qui s'élèvera ainsi à un montant débiteur de 10.740.522 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'associé unique prend acte qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

Pour copie certifiée conforme
La Gérance



Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	43 554	10 116	33 438	5 439
Fonds commercial	7 812 000	4 268 102	3 543 898	3 260 290
Autres immobilisations incorporelles				
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	7 855 554	4 278 218	3 577 336	3 265 729
Terrains				
Constructions	7 271 231	4 014 414	3 256 818	2 894 739
Installations techniques, matériel	5 717 761	4 635 516	1 082 245	709 759
Autres immobilisations corporelles	24 045 280	15 131 766	8 913 514	5 088 831
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles	37 034 272	23 781 696	13 252 576	8 693 329
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	4 667		4 667	4 667
TOTAL immobilisations financières	4 667		4 667	4 667
Total Actif Immobilisé (II)	44 894 493	28 059 914	16 834 579	11 963 724
Matières premières, approvisionnements	250 237		250 237	285 839
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	15 803 973	543 817	15 260 157	14 516 901
TOTAL Stock	16 054 210	543 817	15 510 393	14 802 740
Avances et acomptes versés sur commandes	3 249		3 249	
Clients et comptes rattachés	307 492	121 037	186 454	152 100
Autres créances	3 130 340		3 130 340	7 464 355
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	3 437 832	121 037	3 316 795	7 616 455
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres:)				
Disponibilités	595 608		595 608	496 013
TOTAL Disponibilités	595 608		595 608	496 013
Charges constatées d'avance	576 002		576 002	361 744
TOTAL Actif circulant (III)	20 666 900	664 854	20 002 047	23 276 951
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (VI)				
Total Général (I à VI)	65 561 393	28 724 768	36 836 625	35 240 676

Bilan passif

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé :14 000 000,00)	14 000 000	14 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	6 725	6 725
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)		
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)		
TOTAL Réserves		
Report à nouveau	-1 059 096	-710 099
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-9 681 426	-4 848 997
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	48 347	59 939
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	3 314 551	8 507 569
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	989 395	813 386
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	989 395	813 386
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	483 515	2 095 452
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)	464 150	444 084
TOTAL Dettes financières	947 665	2 539 536
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 823 191	19 177 739
Dettes fiscales et sociales	4 259 140	4 127 321
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	210 712	75 005
Autres dettes	8 291 972	120
TOTAL Dettes d'exploitation	31 585 015	23 380 185
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (IV)	32 532 680	25 919 721
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	36 836 625	35 240 676

Compte de résultat

Compte de résultat		Exercice N			Exercice N-1
		France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises		183 562 821		183 562 821	187 374 387
Production vendue biens		82 089		82 089	123 085
Production vendue services		507 211		507 211	452 123
Chiffres d'affaires nets		184 152 121		184 152 121	187 949 596
Production stockée					
Production immobilisée					
Subventions d'exploitation					
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges				978 191	1 030 240
Autres produits				492 165	257 809
Total des produits d'exploitation (I)				185 622 477	189 237 644
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				141 624 207	143 821 568
Variation de stock (marchandises)				-1 138 573	-967 278
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				621 860	665 963
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				17 614	54 986
Autres achats et charges externes				26 653 087	23 919 496
Impôts, taxes et versements assimilés				1 918 156	2 154 243
Salaires et traitements				14 583 901	14 784 146
Charges sociales				4 725 353	4 649 749
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements		2 484 750	2 121 238
		Dotations aux provisions		16 392	98 121
	Sur actif circulant : dotations aux provisions			563 380	156 476
	Pour risques et charges : dotations aux provisions			822 345	708 986
Autres charges				2 172 921	1 542 714
Total des charges d'exploitation (II)				195 065 393	193 710 408
RÉSULTAT D'EXPLOITATION				-9 442 915	-4 472 764
Bénéfice attribué ou perte transférée			(III)		
Perte supportée ou bénéfice transféré			(IV)		
Produits financiers de participations					
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé					
Autres intérêts et produits assimilés				31 196	20 650
Reprises sur provisions et transferts de charges					
Différences positives de change					
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					
Total des produits financiers (V)				31 196	20 650
Dotations financières aux amortissements et provisions					
Intérêts et charges assimilées				26 072	25 829
Différences négatives de change					
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					
Total des charges financières (VI)				26 072	25 829
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)				5 125	-5 179
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)				-9 437 791	-4 477 943

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	88 273	454 537
Produits exceptionnels sur opérations en capital	48 964	66 285
Reprises sur provisions et transferts de charges	76 283	31 069
Total des produits exceptionnels (VII)	213 520	551 891
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 691	350 560
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	135 703	76 996
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	319 761	495 389
Total des charges exceptionnelles (VIII)	457 155	922 945
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	-243 635	-371 054
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	185 867 194	189 810 185
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	195 548 619	194 659 182
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	-9 681 426	-4 848 997

ALDI ENNERY Sarl
Rue Georges Claude
Zone Eurotransit Garolor
57365 ENNERY

INFORMATIONS GENERALES

Cette annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes de l'exercice couvrent la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2019 et ont été arrêtés par le gérant de la société le 29 Mai 2020.

L'activité de la société est l'exploitation de magasins de distribution de type «supermarché».

Les états financiers de la société sont consolidés dans les états financiers d'ALDI SARL, 13 rue Clément Ader, 77230 Dammartin en Goële.

EVENEMENTS MAJEURS DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice, la société ALDI ENNERY SARL n'a ouvert aucun magasin et fermé 2 magasins, pour un total de 56 magasins exploités au 31 décembre 2019. En outre :

- 2 magasins ont fait l'objet d'une reconstruction
- 1 magasin a fait l'objet d'un agrandissement

Une augmentation de capital a été effectuée le 28 Juin 2019 pour un montant de 4 500 000 €, ce qui porte le capital à 18 500 000 €, parallèlement, une réduction de capital de 4 500 000 € a été réalisée le même jour afin d'amortir partiellement le montant de la perte nette inscrit dans les comptes au 31/12/2018, ce qui a réduit le capital social à 14 000 000 €.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

L'épidémie de COVID 19 génère depuis le début de l'année 2020 une crise sanitaire mondiale. Cette crise a conduit les autorités françaises à déclarer l'état d'urgence sanitaire en mars 2020, afin de limiter la propagation de l'épidémie. Cet état d'urgence sanitaire s'est notamment traduit par la mise en place d'un confinement généralisé, qui a débuté le 17 mars 2020 pour prendre fin le 11 mai 2020.

Dans ce contexte, la société a malgré tout pu maintenir son activité, puisque les supermarchés ont été autorisés à poursuivre leur exploitation durant le confinement.

Ainsi, les magasins sont restés ouverts pendant cette période. Dès mi-mars, les dispositifs de sécurisation des espaces de travail et des surfaces de vente ont été mis en place et ont permis d'accueillir nos clients et nos salariés dans les meilleures conditions possibles. Plusieurs phases se sont succédées, compte tenu de l'évolution des mesures de confinement et de déconfinement annoncées par la gouvernement.

Au regard du caractère non prévisible de l'évolution du COVID au cours des prochains mois, l'impact sur les comptes 2020 est encore difficile à appréhender. Néanmoins, les dispositifs de sécurisation mis en place ont engendré des coûts supplémentaires non prévus.

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

2/9

1. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

1.1 Rappel des principes

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles édictées par le règlement ANC 2014-03 relatif au Plan Comptable Général et aux dispositions du Code de Commerce relatives à l'établissement des comptes annuels (art. L 123-12 à L 123-24 et R123-172 à R 123-199-1).

1.2 Changement de méthode

Aucun changement de méthode n'a été effectué sur l'exercice.

1.3 Changement de présentation

Aucun changement de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

1.4 Dérogations aux principes généraux

L'établissement des états financiers n'a donné lieu à aucune dérogation à l'application des principes comptables.

1.5 Méthodes d'évaluation appliquées aux postes du bilan et du compte de résultat

1.5.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond au coût d'acquisition des biens qui englobe le prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement ainsi que tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction. Les coûts d'emprunt pour financer l'acquisition ou la production d'un actif immobilisé éligible sont comptabilisés en charges.

Les immobilisations incorporelles et corporelles, autres que les fonds de commerce et les terrains, sont amorties linéairement sur les durées d'utilisation suivantes :

Nature	Durée (ans)
Logiciels	3 à 10
Constructions	10 à 20
Installations générales et agencements	5 à 10
Matériel d'entrepôt et de magasin	5 à 10
Matériel de transport VL	4 à 5
Matériel de transport PL	8 et 12
Matériel de bureau	4 à 10
Mobilier de bureau	10
Mobilier de magasin	10

Lors de la clôture des comptes annuels, les éléments constitutifs du poste fonds commercial font l'objet d'un examen attentif quant à leur valorisation, leur origine et leur durée d'utilisation.

Aucun des éléments constitutifs du poste « Fonds commercial » n'a été identifié comme ayant une durée d'utilisation limitée. Par conséquent, un test de dépréciation est effectué à la fin de chaque exercice afin de déterminer leur valeur actuelle.

Pour les fonds de commerce rattachés à l'exploitation des magasins, ce test de dépréciation se fonde sur les prévisions de cash-flows générés par chaque point de vente, ainsi que sur des paramètres financiers cohérents avec l'activité de l'entreprise et son secteur d'activité (taux de rentabilité attendue, évolution du chiffre d'affaires et de la marge, etc.). Si la valeur actuelle devient inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée, qui ne pourra être reprise qu'en cas de sortie de l'actif concerné.

1.5.2 Créances et dettes

Les créances sont inscrites à leur valeur nominale et les dettes à leur valeur de remboursement.

Les créances font, le cas échéant, l'objet d'une dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement attendues d'après les informations connues à la clôture de l'exercice.

1.5.3 Stocks

Les stocks sont évalués en utilisant la méthode du prix de détail, c'est-à-dire que le coût des stocks est déterminé en déduisant de la valeur de vente des stocks le pourcentage approprié de marge brute et de frais de commercialisation.

Une dépréciation des stocks est constituée lorsque la valeur probable de réalisation (par exemples les articles soldés) est inférieure au coût déterminé d'après la méthode du prix de détail.

1.5.4 Provisions

Une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise, si une obligation existe à la date de clôture et s'il est probable ou certain, à la date d'établissement des comptes, qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de ceux-ci après la date de clôture.

Conformément aux méthodes retenues par le groupe ALDI, les engagements pour indemnités de fin de carrière sont mentionnés en engagements hors bilan.

2. NOTES SUR LE BILAN

2.1 Actif immobilisé

2.1.1 Valeurs brutes

Les mouvements des valeurs brutes sont présentés dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

2.1.2 Amortissements et dépréciations

Les mouvements des amortissements et des dépréciations sont présentés dans deux tableaux figurant à la fin de cette annexe.

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

4/9

2.1.3 Fonds de commerce

Le poste « Fonds commercial », dont la valeur nette comptable s'élève à 3 543 898 euros, se décompose de la manière suivante :

	Val brute K€	Dépré. K€	VNC K€
Droit au bail			
Fonds de commerce acquis	450	150	300
Fonds de commerce reçus en apport à la valeur réelle			
Fonds de commerce reçus en apport à la VNC	7 362	4 118	3 244
Total	7 812	4 268	3 544

2.2 Actif circulant**2.2.1** Stocks

Les stocks bruts se décomposent comme suit

	31 décembre N K€	31 décembre N-1 K€
Marchandises	15 804	14 665
Combustible	15	33
Emballages	101	140
Fournitures consommables	134	113
Total	16 054	14 951

Une dépréciation du stock de marchandises à hauteur de 544 K€ a été constatée au 31 décembre 2019.

2.2.2 Créances

La décomposition des créances ainsi que la ventilation en fonction de leur échéance sont présentées dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

2.3 Charges constatées d'avance

	31 décembre N K€
Loyers magasins	410
Autres	166
Total	576

2.4 Produits à recevoir

	31 décembre N K€
Factures à établir	33
Fournisseurs – avoirs à recevoir	1 882
Personnel – produits à recevoir	
Organismes sociaux – produits à recevoir	
Etat – produits à recevoir	66
Divers – produits à recevoir	13
Total	1 994

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

5/9

2.5 Capitaux propres**2.5.1** Capital social

Le capital social, d'un montant de 14 000 000 euros, est composé de 70 000 parts d'une valeur nominale de 200 euros chacune, toutes de même rang et entièrement libérées.

2.5.2 Variation des capitaux propres

	K€
Capitaux propres au 31 décembre N-1	8508
Variation des provisions réglementées	-12
Dividendes versés	
Augmentation / réduction du capital social	4 500
Résultat de l'exercice	-9 681
Capitaux propres au 31 décembre N	3 315

Les provisions réglementées concernent des amortissements dérogatoires. Ceux-ci comprennent l'écart éventuellement constaté entre l'amortissement selon les durées d'utilisation pratiquées par la société et l'amortissement selon les durées d'usage en application des règles fiscales, ainsi que la différence entre le mode linéaire pratiqué par la société et le mode dégressif fiscal.

2.6 Provisions

La variation des provisions est présentée dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

Les reprises de l'exercice d'un montant de 646 K€ comprennent des montants utilisés au cours de l'exercice pour 596 K€ et des montants non utilisés repris au cours de l'exercice qui s'élèvent à 50 K€.

2.7 Dettes

La décomposition des dettes ainsi que la ventilation en fonction de leur échéance sont présentées dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

2.8 Charges à payer

	31 décembre N K€
Intérêts courus à payer	274
Factures non parvenues	11 026
Personnel – charges à payer	1 607
Organismes sociaux – charges à payer	528
Etat – charges à payer	1 192
Total	14 627

2.9 Produits constatés d'avance

Néant

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

6/9

3. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**3.1** Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires hors taxes se répartit comme suit :

	31 décembre N K€	31 décembre N-1 K€
Ventes de marchandises	183 563	187 374
Refacturations diverses - biens	82	123
Refacturations diverses - services	507	452
Total	184 152	187 949

3.2 Résultat financier

	K€
Produits financiers	31
Escomptes reçus	30
Produits d'intérêts financiers	1
Autres produits financiers	
Charges financières	-26
Charges d'intérêts financiers	-26
Autres charges financières	
Résultat financier	5

3.3 Résultat exceptionnel

	K€
Produits exceptionnels	214
Sur opération de gestion	88
Reprises sur amortissements dérogatoires	19
Autres reprises de provisions et dépréciations exceptionnelles	58
Produits de cessions d'immobilisations	49
Produits exceptionnels divers	
Charges exceptionnelles	-457
Sur opération de gestion	-2
Valeur nette comptable des immobilisations sorties	-177
Dotations aux amortissements dérogatoires	-7
Autres dotations aux provisions et dépréciations exceptionnelles	-207
Charges exceptionnelles diverses	-64
Résultat exceptionnel	-244

3.4 Impôt sur les sociétés

La société fait partie du périmètre d'intégration fiscale de la société Aldi SARL.

Le résultat fiscal de la société est déterminé comme si elle n'était pas intégrée fiscalement. De ce fait, elle verse à la société intégrante les acomptes, le solde d'impôt sur les sociétés et les contributions additionnelles comme si elle n'appartenait pas à ce périmètre d'intégration fiscale.

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

7/9

Il s'en suit notamment que le déficit fiscal subi au cours d'un exercice est reportable dans les conditions de droit commun et viendra s'imputer sur le bénéfice fiscal dégagé au cours des exercices futurs.

3.4.1 Répartition de l'impôt entre le résultat courant et exceptionnel

Néant

3.4.2 Décalages d'impôt

	Base d'IS K€	IS (28%) K€
Provisions à réintégrer ultérieurement :		
Amortissements dérogatoires	48	13
Charges non déductibles temporairement :		
Organic	-262	-73
Tascom	-445	-125
Total	-659	-185

3.5 Transferts de charges

	K€
Transfert de charges de personnel	109
Transfert de charges assurances / magasins	16
Total	125

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

8/9

4. AUTRES INFORMATIONS**4.1** Effectif moyen

	Personnel salarié
Ingénieurs et cadres	81.76
Agents de maîtrise	87.32
Employés	323.72
Total	492.80

4.2 Engagements hors bilan**4.2.1** Engagement en matière d'indemnités de fin de carrière

	K€
Cadres	994
Non cadres	885
Total droits cumulés	1 879

Les engagements d'indemnités de fin de carrière ont été calculés selon la méthode rétrospective des unités de crédits projetées, conformément à la norme FAS 87, avec l'hypothèse d'un départ volontaire à la retraite à 65 ans, en tenant compte d'un taux d'inflation de 1,84 % et d'un taux d'actualisation de 0,43 %, la convention collective nationale de référence étant celle du commerce à prédominance alimentaire (n° 3305).

4.2.2 Engagements de crédit-bail

Néant

4.2.3 Autres engagements

Engagements reçus	
Cautions bancaires reçues	
• 09 SCI Scarpone	35
• 34 SCI Le Chevron	30
• 35 SCI Les Dominicains	32
• 87 Sté Investissement Claude	31
• 102 SCI Saules	27
• 34 SCI IJH	27
• 55 Sté Les Arches Métropole	41
• 35 Sté Lorrinvest	32
Total	255

4.3 Rémunération des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas indiquée. Elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

4.4 Transactions avec des parties liées

La société étant détenue en totalité par le groupe Aldi, elle est par conséquent dispensée de fournir une information concernant les transactions avec les parties liées visées à l'article 833-16 du Plan comptable général.

Immobilisations

Cadre A		IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
				Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établissement et de développement		(I)			
Autres postes d'immobilisations incorporelles		(II)	7 578 795		329 759
Terrains		Dont composants			
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui		6 100 550		969 501
	Inst. gales, agenc. et am. des constructions		322 397		
Installations techniques, matériel et outillage industriels			5 171 793		649 685
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers		16 413 355		5 062 712
	Matériel de transport		1 199 860		127 000
	Matériel de bureau et mobilier informatique		1 640 576		506 871
	Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
TOTAL (III)			30 848 530		7 315 769
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières			4 667		
TOTAL (IV)			4 667		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			38 431 992		7 646 528
Cadre B		IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice
			Virement	Cession	Réévaluation Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement		(I)			
Autres postes d'immobilisations incorporelles		(II)		53 000	7 855 554
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui			121 217	6 948 834
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions				322 397
Installations techniques, matériel et outillage industriels				103 716	5 717 761
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers			368 618	21 107 450
	Matériel de transport			496 042	830 818
	Matériel de bureau et mobilier informatique			40 435	2 107 012
	Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
TOTAL (III)				1 130 028	37 034 272
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières					4 667
TOTAL (IV)					4 667
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)				1 183 028	44 894 493

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)					
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		158 357	1 760		160 116
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui	3 164 669	400 504	69 406	3 495 767
	Installations générales, agencements	305 961	5 596		311 557
Installations techniques, matériels et outillages		4 462 033	270 918	97 435	4 635 516
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements divers	11 672 897	1 641 077	321 151	12 992 823
	Matériel de transport	1 030 976	72 945	477 580	626 341
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	1 461 087	91 949	40 435	1 512 601
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		22 097 623	2 482 990	1 006 007	23 574 606
TOTAL GENERAL (I + II + III)		22 255 980	2 484 750	1 006 007	23 734 723

Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel I de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais éfab.							
Autres							
Terrains							
Constructions :							
sol propre							
sol autrui							
install.							
Autres immobilisations :							
Inst. techn.							
Inst gén.							
M.Transport	7 112			18 704			-11 592
Mat bureau							
Emball.							
CORPO.	7 112			18 704			-11 592
Acquis. de titres							
TOTAL	7 112			18 704			-11 592

Cadre C		Charges réparties sur plusieurs exercices		Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Provisions

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	59 939	7 112	18 704	48 347
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)	59 939	7 112	18 704	48 347
Provisions pour litige	218 300	217 716	79 250	356 766
Provisions pour garantie				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	595 086	604 628	567 086	632 628
TOTAL (II)	813 386	822 346	646 336	989 395
Provisions sur immobilisations incorporelles	4 154 710	16 392	53 000	4 118 102
Provisions sur immobilisations corporelles	57 578	207 089	57 578	207 089
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immos financières				
Provisions sur stocks	148 500	543 817	148 500	543 817
Provisions sur comptes clients	104 391	19 563	2 917	121 037
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL (III)	4 465 179	786 861	261 995	4 990 045
TOTAL GENERAL (I + II + III)	5 338 504	1 616 318	927 036	6 027 787
Dont dotations et reprises d'exploitation		1 402 116	850 753	
Dont dotations et reprises financières				
Dont dotations et reprises exceptionnelles		214 202	76 283	
dépréciations des titres mis en équivalence				

Créances et dettes

Cadre A		Etat des créances		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	
Créances rattachées à des participations							
Prêts							
Autres immobilisations financières				4 667		4 667	
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE				4 667		4 667	
Clients douteux ou litigieux				139 534	139 534		
Autres créances clients				167 957	167 957		
Créances représentatives de titres prêtés							
Personnel et comptes rattachés				8 216	8 216		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux							
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices						
	Taxe sur la valeur ajoutée			261 937	261 937		
	Autres impôts						
	Etat - divers			66 328	66 328		
Groupes et associés				785 878	785 878		
Débiteurs divers				2 007 982	2 007 982		
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT				3 437 832	3 437 832		
Charges constatées d'avance				576 002	573 731	2 271	
TOTAL DES CREANCES				4 018 500	4 011 563	6 937	
Prêts accordés en cours d'exercice							
Remboursements obtenus en cours d'exercice							
Prêts et avances consentis aux associés							
Cadre B		Etat des dettes		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles							
Autres emprunts obligataires							
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine				483 515	483 515		
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine							
Emprunts et dettes financières divers				464 150	458 411	5 739	
Fournisseurs et comptes rattachés				18 823 191	18 823 191		
Personnel et comptes rattachés				1 607 404	1 607 404		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				1 302 083	1 302 083		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices			97 521	97 521		
	Taxe sur la valeur ajoutée			40 182	40 182		
	Obligations cautionnées						
	Autres impôts			1 211 951	1 211 951		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				210 712	210 712		
Groupes et associés				8 291 778	8 291 778		
Autres dettes				194	194		
Dette représentative de titres empruntés							
Produits constatés d'avance							
TOTAL DES DETTES				32 532 680	32 526 941	5 739	
Emprunts souscrits en cours d'exercice					Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice							

